

Unidad de Políticas Comparadas (CSIC)

Working Paper 06-01

DOUBLES IDENTITÉS ET NATIONS SANS ÉTAT («LA QUESTION MORENO»)

Luis Moreno

Lmorfer@iesam.csic.es

Unité de Politiques Comparée (UPC)
Conseil National de la Recherche Scientifique (CSIC, Madrid)
www.iesam.csic.es

Introduction

Des théories influentes développées par des sociologues américains ont insisté sur la description et la prescription de catégories sociales dans des contextes référentiels comme ceux des Etats-Unis d'Amérique. Certaines de ces approches – ayant des prétentions universitaires – se sont heurtées à des interprétations d'autres personnalités académiques à divers endroits dans le monde et cela, d'une manière assez cruciale. La diffusion utilitaire, en particulier, a constamment véhiculé l'idée que des différences territoriales internes au sein des États-nation seraient appelés à disparaître avec l'extension d'une démocratie libérale et d'un capitalisme industriel. En rapport avec l'accroissement des matières politiques, économiques et sociales (Deutsch, 1966), les populations de différentes régions et cultures appartenant à l'État pourraient développer une nouvelle identité commune qui parviendrait à transcender leurs différences¹. Ainsi, la modernisation était considérée comme ayant quelque chose à

¹ L'une des caractéristiques les plus évidentes des sciences sociales américaines en général, et de l'école behavioriste et fonctionnaliste des sciences politiques en particulier, réside dans son positivisme et dans son hostilité envers l'histoire (Safran, 1987). L'histoire est rejetée en arrière car elle consiste en une succession d'événements qui ne portent pas en eux-mêmes des possibilités de comparaison et de généralisation, et, toujours dans ce concept, elle est associée aux sociétés pré-modernes (primitives). Des courants de pensée marxistes ont

apporter pour soutenir l'idée d'une identité nationale d'un État qui embrasserait le tout, identité enracinée, à la fois, dans l'axe culturel et l'axe civique. L'histoire a, de façon répétée, rendu fausses de telles analyses.

Au début du 21^{ème} siècle, des questions d'identité nationale au sein des États, ont remis tout en question et sont devenues problématiques. Alors que, d'une part, elles sont érodées par des problèmes de globalisation; elles sont, d'autre part, confrontées à des problèmes de fragmentation, de compétition et d'empiètement avec des éléments de nature multiple et diverse. En parallèle se développe un rétrécissement important d'identités sub- et supra-étatiques. Le réveil des identités ethno-territoriales a coïncidé avec l'accroissement du défi envers le modèle centralisateur de l'État unitaire. Dans plusieurs sociétés, la décentralisation, la fédéralisation et la subsidiarité apparaissent comme le moyen de constituer une réponse devant les stimuli de diversité ou de pluralité des politiques concernées. Ceci concerne des groupes et des régions contenant des différences d'identité, d'histoire, de langue ou de traditions qui se reflètent souvent dans les différents systèmes de partis, de courants de représentation d'élites ou d'articulation d'intérêts. Les cas de la situation des Catalans et des Ecosseis, en Europe, et du Québec en Amérique du Nord, sont des exemples à ce sujet (Keating, 1996; Conversi, 1997, et Gagnon, 2004).

Dans la section suivante, quelques prémisses et concepts sont revus en relation avec le phénomène de territoire ethnique et la notion de 'double identité'. Un bref aperçu de l'usage de 'la question Moreno' en Ecosse, vingt ans en arrière, sert de propos pour entrer dans la perspective de voir les qualités et les limites de cet outil méthodologique. Avant les remarques de conclusion, on apporte quelques réflexions en relation avec le processus d'eupéanisation et la compatibilité d'identités 'exclusives' au sein de l'Union Européenne.

Considérations théoriques

Le nationalisme

Le nationalisme a été considéré comme une forme politique parmi d'autres ou, plutôt, comme une ethnicité politisée (Smith, 1971; Gellner, 1983; Connor, 1994). Dans une puissante

traditionnellement choisi une approche fonctionnelle pour l'analyse de l'intégration politique et de la modernisation (Connor, 1984).

idéologie moderne, deux courants typiques de nationalisme peuvent cependant être distingués. Premièrement, un nationalisme de la majorité ou un nationalisme d'État forgé par la modernisation et l'industrialisation dans les processus de formation d'un État et de la construction d'une nation. Cette forme de nationalisme a amené à l'intégration de sociétés homogènes ethniquement, telles que l'Allemagne ou la Suède, ou des entités hétérogènes comme l'Italie ou les USA. Deuxièmement, il existe un nationalisme de minorité de nationalisme de nation sans État, comme la Catalogne, l'Écosse ou le Québec qui ont été amenés à réaffirmer des identités antérieures à l'union sous la forme de mobilisation politique pour défendre le statut démocratique local. Les deux types de nationalismes sont maintenant examinés de manière brève:

(a) Le nationalisme de la majorité ou le nationalisme d'État a été consolidé en tant que force de mobilisation idéologique contre la monarchie absolue. Au cours des temps modernes, les secteurs les plus dynamiques de la bourgeoisie ainsi que quelques membres de l'élite du monde rural ont, eux aussi, utilisé l'idéologie nationaliste pour combattre les privilèges de l'aristocratie. Le concept de citoyenneté apporté par la Révolution anglaise et repris plus tard par deux révolutions aux États-Unis et en France, est devenu essentiel dans le renforcement de nationalisme d'État au cours des 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Finalement, le but n'était autre que la construction de nations où les citoyens voulaient être égaux et jouissant d'un accès équitable aux droits et aux devoirs universels. Ainsi, des nations forgées par ce type de nationalisme d'État désiraient devenir l'incarnation de la modernité (Hroch, 1985; Greenfeld, 1992; Llobera, 1994).

L'initiative de 'nationalisation' a généralement correspondu à l'existence de l'hégémonie de groupes ethno-territoriaux (*Volkstaat*), dont les programmes visaient la construction d'une nation avec des résultats et des issues différents (p.e. Castillans, Anglais, Piémontais ou Prussiens). Dans certains cas, de tels groupes ont revendiqué le fait qu'ils constituaient des représentations préférentielles de leurs États, une allégation qu'il devenait difficile de maintenir au cours du temps (p.e. une classe d'élites parlant le français dans le cas de la Belgique) (McGarry et O'Leary, 1993; Brubaker, 1996; Peleg, 2004).

Le nationalisme d'État ou de la majorité a souvent reçu l'étiquette de 'civique' ou 'd'unificateur' au contraire d'un nationalisme de la minorité qualifié d' 'ethnique' ou de 'sécessionniste'. Le premier a été largement considéré comme une manifestation supérieure

de la civilisation et du progrès humains. Le second, de son côté, a été perçu comme un sous-produit raté de l'histoire, à la limite, comme une situation pouvant créer de façon permanente des conflits et de la violence. Des tragédies collectives récentes dans les Balkans semblent constituer des faits réels confirmant une telle distinction évidente. Cependant il ne faut pas oublier que les deux formes de nationalisme pourraient devenir des pathologies à divers degrés et selon diverses échelles. En fait, une grande partie des responsabilités concernant les deux dernières guerres mondiales du 20^{ème} siècle dépendent très fort des irrationalités de certains nationalismes d'État.

(b) Un nationalisme de minorité constitue un nationalisme d'une nation sans État qui s'est habituellement développée au sein d'États pluriels et associée à des demandes d'auto-gouvernement par les nations sans État (Guiberteau, 1999; Lecours, 2000; Keating, 2001). De telles requêtes d'autonomie politique peuvent venir d'un degré élevé d'administration interne pouvant convenir à la formation d'un État indépendant. Ce type de nationalisme est souvent devenu synonyme de régionalisme. En effet, tous deux ont en commun trois éléments dans la plupart de leurs manifestations: (a) une identité collective et une prise de conscience d'une appartenance communautaire; (b) l'existence d'un conflit entre le centre et la périphérie; (c) l'existence d'une mobilisation sociale et d'une organisation politique leur permettant d'atteindre leurs objectifs (López-Aranguren, 1983; Moreno, 1986; Keating, 1998).

L'ethno-territorialité et les États unifiés

L'ethno-territorialité se réfère à une dimension conceptuelle où des conflits et des mobilisations politiques se sont développées et ont eu comme meneurs sociaux des acteurs appartenant à ces groupes ethniques possédant un ancrage géographique. Une telle référence dans l'espace peut s'identifier dans les frontières d'une administration politique, habituellement celles d'une combinaison ou d'une composition plurielle (Rudolph et Thompson, 1992; Moreno, 1995; Conversi, 2002). Dans des sociétés plurielles, des individus sont reliés à des groupes de référence culturelle, groupes pouvant être en compétition ou en concurrence entre eux² (Glazer et Moynihan, 1963; Banton, 1983; Horowitz, 1985). Ceci

² Le terme de concurrence ne doit pas être comprise comme un synonyme de compétition. Karl Popper l'a montré, une situation de concurrence peut et doit être considérée comme une conséquence non intentionnelle (habituellement non évaluable) des actions humaines (conscientes et planifiées) des compétiteurs. Le problème sous-jacent dans une situation de concurrence est l'ensemble d'astreintes visant à éliminer (nécessairement)

aboutit à une multiplicité d'identités socio-politiques, à une dynamique et souvent à un partage non exprimé de manière explicite. De là, le caractère malléable des marques d'identité et le fait que l'intensité de leurs manifestations dépende fortement des circonstances du contexte (Barth, 1969; Brass, 1991; Hobsbawm et Ranger, 1983).

Pour des sociologues, le problème vient généralement d'établir des limites et des degrés d'auto-identification des citoyens, ainsi que de l'interprétation de ces facteurs comme causes d'une mobilisation politique liée à des identités territoriales (Anderson, 1983; Hobsbawm, 1990; Kellas, 1991). En fait, des identités sont partagées par les individus, et cela à des degrés divers, et ces identités sont l'objet d'une internationalisation constante par les membres du groupe (Smith, 1991; Cohen, 1992; McCrone, 1998).

L'Espagne et la Grande-Bretagne sont des pays considérés comme des 'États d'union'. Ils ont traditionnellement connu une large centralisation du point de vue politique. Cependant quelques 'sous-États' ou 'nations minoritaires' ont retenu des éléments de leur identité et de leur autonomie institutionnelle de certaines périodes de leur histoire. Leurs frontières ne sont pas nécessairement discrètes et souvent s'entrecroisent: les limites de la nation écossaise se trouvent dans la nation britannique, tandis que la nation catalane est imbriquée dans la nation espagnole (Rokkan et Urwin, 1982; Moreno, 1986; McEwen et Moreno, 2005).

Le Royaume-Uni représente un bon exemple d'un État d'union pluri-nationale. Centralisé politiquement la plupart du temps, le caractère pluri-national a longtemps été reconnu dans les institutions de la société civile et de l'administration publique, en ce compris les Ministères d'Ecosse et du Pays de Galles, l'Eglise et (pour l'Ecosse) le système judiciaire (Kellas, 1973; Brand, 1978; Keating et Midwinter, 1983). Derrière les institutions de l'élite, des identités nationales distinctes ont également trouvé une expression populaire, avec le fait que des nations diverses sont, séparément, en compétition dans le domaine du football, du rugby et d'autres sports.

Le cas de l'Espagne est, de son côté, un exemple illustratif d'une État d'union au sein duquel des expériences de formation de l'État n'ont pas été réalisées avec un succès entier d'intégration nationale de tous ses territoires. Des institutions de l'État central ont parfois

d'autres concurrents entrés dans le jeu. En effet, dans certains cas, la logique de compétition aboutit à obtenir un monopole par des manœuvres d'éradication des compétiteurs (Popper, 1976).

imposé leur autorité en adoptant des programmes despotiques et dictatoriaux de standardisation en suivant le modèle Jacobin Français d'organisation territoriale. Le résultat s'est manifesté par des sursauts récurrents de la 'question nationale', ou plutôt de la 'question des nationalités' au cours de l'époque contemporaine (Hernandez et Mercadé, 1986; de Riquer et Ucelay-Da Cal, 1994; Moreno, 2001).

Identité duale et gouvernement interne

Le concept d'identité duale ou de nationalité composée concerne le cas dans lequel des citoyens s'identifient eux-mêmes en des nations minoritaires ou à des sous régions dans un État. Cela comprend, à des degrés divers, l'identité régionale (ethno-territoriale) et l'identité d'un (État) national. Il résulte de ce fait que des citoyens entraînent leur fidélité institutionnelle à deux niveaux de légitimité politique, et cela sans qu'il n'y ait de fracture apparente entre les deux.

Dans le contexte d'espaces politiques de l'État, la recherche d'un auto-gouvernement et le gouvernement intérieur par des régions ainsi que des communautés de niveau moyen se trouvent parfaitement en accord avec une manifestation variable d'une telle dualité d'auto-identification des citoyens: plus l'identité ethno-territoriale de la pré-union l'emporte sur l'identité de l'État moderne, plus grande est la demande d'autonomie politique. Réciproquement, plus est caractérisée l'identité avec l'État national, moins il est probable de voir apparaître des conflits ethno-territoriaux. A l'extrême, une absence complète de l'un ou des deux éléments de l'identité duale entraînerait une fracture sociale et politique dans l'État pluri-ethnique, et des demandes d'auto-gouvernement prendraient probablement la forme de la recherche d'une indépendance sécessionniste. En d'autres mots, lorsque des citoyens d'une communauté sous-étatique s'identifient eux-mêmes d'une manière exclusive, l'issue institutionnelle d'un tel antagonisme tendrait alors à devenir exclusiviste.

Lorsque l'on regarde des États pluri-nationaux et composés, on constate que leurs citoyens ont fait des efforts pendant la longue période de paix suivant la Deuxième Guerre Mondiale, afin de rendre compatibles l'identité du sub-État/ethno-territorial et l'identité d'une nation/État. Le degré de consensus ou de dissension interne dans ces sociétés plurielles entraîne dans son contexte le fait qu'une identité duale devient un outil méthodologique très utile pour des interprétations socio-politiques. La manifestation d'une telle nationalité

composée, dans beaucoup d'États faisant partie de l'Union Européenne, s'est traduite dans l'établissement de législations régionales et de gouvernements intermédiaires. Ces derniers doivent être considérés non seulement comme des institutions de référence pour les identités ethno-territoriales, mais aussi comme des balises dans les aspirations politiques de communautés sub-statales (*Länder* germaniques, *Regioni* italiennes, *Comunidades Autonomas* espagnoles ou administrations déléguées dans le Royaume Uni). Le rôle de ces institutions auto-gouvernées dans la production ou la re-production des identités, par exemple, du Pays Basque, de la Catalogne, de l'Ecosse ou du Pays de Galles, a été très importante (Keating, 2001; Loughlin, 2001; Martínez-Herrera, 2002).

Parallèlement à ce processus, on peut aussi observer un renforcement des identités supra-nationales. Comme résultat de tous ces développements, des citoyens de démocraties industriellement avancées semble pouvoir concilier le supra-national, l'État et les identités locales, que des nationalismes de majorité ou de minorité tendent souvent à polariser vers des issues conflictuelles. L'accentuation des identités territoriales et de leurs politiques avec un degré significatif de diversité interne ne doit pas simplement se baser sur la distinction mais aussi dans ses relations de démocratie, d'interaction et de congruence (Linz, 1997; Gagnon et Tully, 2001; Moreno, 2005).

L'Ecosse et la Catalogne.

En 1983 je suis allé en Ecosse et j'ai commencé une recherche comparative sur les gouvernements internes de ces deux entités. Cela fut le thème de ma dissertation doctorale³ (1986). Déjà, à cette époque, l'intérêt universitaire portait sur l'auto-identification citoyenne en Espagne. Le travail important de Juan José Linz à propos de la formation initiale de l'État espagnol et le développement ultérieur de nationalismes périphériques (1973) a fourni un concept de base permettant d'évaluer cinq catégories d'auto-identification. Il a ainsi remarqué avec perspicacité le fait suivant:

'Spain [today] is a state for all Spaniards, a nation-state for a large part of the Spanish population, and only a state but not a nation for important minorities' (Linz, 1975: 423).

³ J'ai écrit ma thèse au Département de Sciences Politiques de l'Université d'Edinburgh. Mon exposé oral a eu lieu en septembre 1986. Les membres du jury étaient Salvador Giner (jury extérieur), David McCrone (jury local) et Henry Drucker (promoteur de ma thèse).

Il a incorporé ces catégories d'identité dans son étude sur le Pays Basque (Linz, 1986). Après la mort de Franco en 1975, d'autres sociologues espagnols ont apporté des contributions significatives à propos des identités nationale/régionale⁴. Et bien que vivant en-dehors de l'Espagne – c'était aussi le cas de Linz – Salvador Giner a pu apporter des analyses importantes sur le phénomène du nationalisme ethnique et de la dichotomie entre le centre et la périphérie en Espagne (Giner, 1984)⁵.

L'articulation de la forme territoriale d'un nouvel État démocratique en Espagne a connu une issue politique très délicate. Il existait un consensus général de tous les partis démocratiques et acteurs sociaux sur le fait que la décentralisation du pouvoir était essentielle. Cependant, le modèle territorial spécifique à adopter n'était pas clair. Finalement, un large consensus entre les partis rendit possible en 1978, l'adoption de la Constitution sur la fédéralisation, 'l'Estado de las Autonomías'⁶. Dans ce contexte, j'ai participé activement en tant que député régional élu, au débat de la question de l'autonomie de Madrid dans le cadre général de la décentralisation espagnole d'après 1978⁷. Cependant, en ce qui concerne mes intérêts académiques, j'ai toujours ressenti qu'une méthode de mesure appropriée dans la recherche comparative, ce que j'avais à apporter d'Edinburgh, était applicable à la comparaison entre l'Ecosse et la Catalogne⁸.

⁴ Cf. Jiménez Blanco et al., 1977; García Ferrando, 1982; López-Aranguren, 1983.

⁵ Il avait écrit une monographie intéressante sur la structure sociale en Catalogne (Giner, 1980). Plus tard, j'ai eu le privilège d'être co-auteur avec lui d'une publication portant sur la dimension ethnique de la société espagnole (Giner et Moreno, 1990).

⁶ La Constitution espagnole de 1978 ne contient pas le terme 'fédéral' dans aucune de ses dispositions, ni dans aucune de ses législations corollaires. Cependant, dès le début des années 1980, les dynamiques de l'Etat des Autonomies (*Estado de las Autonomías*) sont caractérisées par une fédéralisation latente. Le processus de gouvernement interne valant pour tous a amené à pourvoir le territoire interne d'une accommodation en combinant les deux principes fédéraux d'auto-gouvernement et, à un degré moindre, de gouvernement partagé (Moreno, 2001).

⁷ La première démocratie locale et des élections provinciales en Espagne après la longue dictature de Franco ont eu lieu en 1979, un an après l'approbation d'un referendum populaire à propos de la Constitution de 1978; ce referendum a recueilli 87,9% de votes 'oui', 7,8% de votes 'non' et 4,3% de votes blancs ou nuls (32,9% de l'électorat enregistré s'est abstenu de voter).

⁸ A cette époque, il était assez peu commun qu'un madrilène (*madriileño*) comme moi-même puisse être intéressé par l'étude de la Catalogne, étant donné la 'rivalité séculaire' entre ces deux territoires de l'Espagne. Au cours des années franquistes au début de 1970, mes amis et copains de pêche, Jordi Gracia et Manuel de Guirior—deux Catalans 'expatriés' à Madrid—m'ont non seulement appris la langue catalane, mais m'ont aussi aidé à 'comprendre' et à aimer la Catalogne.

En Ecosse, mon superviseur, Henry Drucker⁹ m'introduisit auprès des travaux de John P. Mackintosh¹⁰, dont il avait édité des écrits¹¹ à propos de l'Ecosse et de la décentralisation. J'ai été frappé par les prévisions importantes de ce dernier à propos de la décentralisation en Ecosse, qu'il avait vigoureusement promu. Et, intuitivement, j'ai découvert un parallélisme – au milieu des diverses affinités et dissemblances¹² entre les cas de l'Ecosse et de la Catalogne – la comparaison reflétait 'l'identité duale' ou la 'nationalité composée' que, à la fois, les Ecossais et les Catalans semblaient rechercher. J'ai constaté que le résultat était très intéressant pour ma recherche et j'ai décidé d'y donner un fondement théorique et empirique plus important.

La 'question Moreno'

En ce qui concerne l'Ecosse, les implications normatives de ma recherche avaient déjà été reprises auparavant par Mackintosh, qui a montré amplement la nationalité duale ou composée des Ecossais:

“For over 200 years there has been a Scottish tradition fostered by the law, education, separate Church and local government, but the Scots...[are]...also British and have taken pride in British traditions. It [is] quite wrong to attempt to make the Scots deny half of their dual nationality.” (reproduit en Drucker, 1982: 141).

⁹ Henry Drucker (1942-2002) était un pionnier des études sur la *devolution* de l'Ecosse. En 1976, lui-même et d'autres ont créé l'Unité d'Etude d'un Gouvernement en Ecosse à l'Université d'Edinburgh—la première Unité de ce genre en Ecosse. Il a co-édité la première des six éditions du *The Scottish Government Yearbook*—une chronique de la politique et des politiques. Les deux, sous différentes intitulations, (*Institute of Governance and Scottish Affairs*) ont survécu jusqu'à ce jour. Il a été le co-auteur avec Gordon Brown (Chancelier Britannique de l'Echiquier à l'époque de la rédaction de cet article) du livre: *The Politics of Devolution and Nationalism* (1980). Ce dernier fut publié après la réalisation du Referendum de 1979 sur la Décentralisation Ecossaise organisé auparavant par le Gouvernement Travailleiste de Callaghan. Henry Drucker a écrit abondamment au sujet du Parti Travailleiste (1978, 1979) et a débuté comme éditeur général du texte universitaire ayant rencontré un grand succès, *Developments of British Politics* (Drucker et al., 1983). La septième édition publiée en 2003, lui est dédiée. Au cours des dernières années de sa vie, il manifesta son enthousiasme académique d'une autre manière. Entre 1988 et 1994 il a dirigé la Campagne pour Oxford (*Campaign for Oxford*) qui a rapporté environ £340m pour l'Université. Ensuite, il a développé son propre rôle de consultant en aidant les universités et les organisations artistiques par des œuvres de charité; il a rassemblé de l'argent pour leurs bonnes causes. Ce qu'il a accompli lui a survécu au travers des personnes innombrables qu'il a encouragées, soutenues et inspirées.

¹⁰ Cf., par exemple, Mackintosh (1962, 1968, 1970).

¹¹ Comme Drucker l'a exposé: «John Mackintosh (1929-1978) stood in a venerable Scottish tradition of radical intellectual publicists and activists. At the end of his life he was Professor of Politics at Edinburgh University, a Labour MP and a columnist for *The Scotsman*. The subject Mackintosh professed in the University, in Parliament and in Scotland was democracy». (Drucker, 1982:1).

¹² A propos de diverses similitudes économiques, politiques et sociales et au sujet des différences entre les cas de l'Ecosse et de la Catalogne, voir Moreno (1986:2-9; 1988:166-173).

Donc, l'idée institutionnelle concernant l'implantation de la décentralisation en Ecosse était d'implanter un 'double parlement' (Edinburgh et Londres) afin de refléter le double niveau de légitimité véhiculé par l'auto-identification écossaise.

Déjà, au milieu des années 1980, certaines enquêtes d'opinion sur l'identité catalane utilisant une échelle de cinq catégories avaient été réalisées en Espagne¹³. Dans le cas de l'Ecosse, en 1986, je désirais corroborer ce que je savais déjà à propos de la Catalogne. Mais, en ce qui concerne l'Ecosse, des sondages d'opinion avec une échelle similaire n'avaient jamais été réalisés à ma connaissance. Ainsi, comment allais-je obtenir des données? J'étais un étudiant en thèse qui devait alors parvenir à terminer cette troisième et dernière année de recherche à Edinburgh. Par chance, mon superviseur Henry Drucker n'était pas seulement un universitaire, mais il était aussi un commentateur habituel de la presse et de la télévision et donc bien introduit auprès de celle-ci. Il me donna l'idée de demander par la voie du journal 'Glasgow Herald' d'ajouter une question à l'une de leur enquête d'opinion qui étaient réalisées régulièrement¹⁴.

Alors ce fut grâce à l'organisation de sondage du «System Three Scotland» que la 'question Moreno' fut finalement adressée, pour la première fois, à la population écossaise à la fin du mois de juin 1986. Cinq possibilités de réponse étaient présentées sur une carte aux personnes interrogées : «Nous aimerions connaître comment la population vivant en Ecosse se considère elle-même à propos de sa nationalité. Laquelle de ces propositions correspond le mieux comment vous vous voyiez vous-mêmes?» L'ensemble de la «question de Moreno» a été modifiée dans les sondages suivants¹⁵, mais l'idée centrale a toujours été de pouvoir répertorier la sélection par les répondants de l'une de ces cinq catégories. Dans le cas de la Catalogne/de l'Ecosse, ces catégories étaient les suivantes :

¹³ *ECO-Etudes Commerciales et d'Opinions, S.A.* a donné un second souffle du même ordre au cours de la période du 13/15 mars 1985 avec un échantillon de 1,316 adultes (mage d'erreur : +/- 2,8 et certitude de 95,5%). Les résultats ont été publiés dans le magazine, *Cambio 16* et ont confirmé un degré 'd'identité duale' d'environ 80% de la population catalane, également mentionnée dans un précédent sondage de 1984 (Moreno, 1986:68).

¹⁴ Comme Henry Drucker l'a écrit dans sa lettre: «It occurs to me that with the very high results you (and MORI) are getting about devolution and independence it would be very interesting to know if the strong tide has had any impact on how people see themselves. There has never been a decent Scottish poll on this subject. We don't know if people think of themselves as Scots/British/both or even English ...». Avec sa grande capacité innée de gestionnaire, Henry Drucker était capable de 'trouver' £200 plus VAT (£230) pour System Three afin d'introduire la 'question Moreno' dans un sondage (un échantillon de 965 adultes âgés de 18 ans et plus ont été interrogés chez eux dans 39 points d'échantillon, et cela à travers toute l'Ecosse sur une période allant du 26 juin au 1^{er} juillet 1986).

¹⁵ D'autres mots ont été les suivants: «En général, voudriez-vous dire ce que vous ressentez ...» ou «Dans laquelle de ces cinq catégories pouvez-vous inclure vous-même ...».

1. Catalan/Ecossais, pas Espagnol/Britannique
2. Plus Catalan/Ecossais que Espagnol/Britannique
3. Autant Catalan/Ecossais que Espagnol/Britannique
4. Plus Espagnol/Britannique que Catalan/Ecossais
5. Espagnol/Britannique, pas Catalan/Ecossais.

Les taux de réponse à une 6^{ème} catégorie de ‘Je ne sais pas/Pas de réponse’ était habituellement très bas en comparaison avec les pourcentages habituellement obtenus dans ce type de sondage. Cette affirmation tend à confirmer que les citoyens ne sont pas indifférents devant l’exercice culturel de leur propre auto-identification. Cependant, et dans certaines circonstances spéciales, des pourcentages plus élevés de ‘Je ne sais pas’ peuvent être significatifs. Dans le Pays Basque, par exemple, le climat de violence politique et de terrorisme a correspondu à un impact important dans cette 6^{ème} catégorie¹⁶.

Au milieu du mois de juillet 1986 nous recevions des résultats. La proportion était cependant beaucoup plus basse que les 80% du pôle catalan. Les résultats étaient les suivants:

1. Ecossais, pas Britannique: 39%
 2. Plus Ecossais que Britannique:30%
 3. Autant Ecossais que Britannique:19%
 4. Plus Britannique qu’Ecossais:4%
 5. Britannique, non Ecossais:6%
- ‘Je ne sais pas/Pas de réponse’:2%

Ainsi ces réponses ont montré le degré de ‘dualité’ dans le sens où des Ecossais (53%) s’identifiaient à eux-mêmes en tant que tels. Par contre, la réponse était de loin inférieure à 80% dans le cas du groupe de Catalans. D’autre part, il existe une autre façon de considérer les résultats. Comme David McCrone l’a couramment répété dans des études répétées et détaillées¹⁷, le concept ‘d’identité régionale (catégories 1 + 2) était significativement plus

¹⁶ Au cours de la période allant d’octobre 1990 à juin 1995, 6% des réponses des Basques se situèrent en dessous de cette catégorie (Moreno, 2001: 116).

¹⁷ D’abord comme éditeur des séries du *Scottish Government Yearbook*, depuis 1983, et plus tard comme auteur du rapport annuel sur *Opinion Polls in Scotland* publié dans le journal *Scottish Affairs*, David McCrone a réalisé, en véritable pionnier, des études sociologiques en Ecosse (1992), des sondages sur les attitudes publiques des

élevé (69%) en Ecosse par rapport à la Catalogne (34%). Par contraste, le peuple anglais pouvait avoir eu plus de difficultés en ce qui concerne la différenciation entre les identités anglaises et britanniques, une particularité également reflétée dans l'usage du mot 'Anglais' en-dehors de la Grande-Bretagne, lorsqu'on fait référence au Royaume Uni¹⁸. Mais des Ecosseis ont traditionnellement été plus conscients du statut de l'Ecosse en tant que 'membre de l'union britannique' et de l'identification de leur 'nationalité composée' comme une dualité (Ecosseis et Britannique). Au cours des années 1990, ont survécu des sondages à propos de la 'question Moreno', comme des indicateurs montrant que 'l'identité régionale' (59% en 1992) devenait beaucoup plus faible. Malgré tout, des sursauts récents ont donné des éléments très semblables à ceux apparus au cours des études de 1986 (36% pour la catégorie 1 et 30% pour la catégorie 2) (Bond et Rosie, 2002)¹⁹.

Interpréter 'l'Écosseité'

Il y a 20 ans, j'ai remarqué que ce sentiment fort d'écosséité semblait se combiner avec un très faible soutien populaire pour arriver à d'auto-gouvernement institutionnel, et cela en comparaison avec la mobilisation catalane à la fin des années 1970²⁰. Alors que l'autonomie de la société civile écossaise, depuis 1707 (Paterson, 1994) se reflétait dans un sentiment étroit d'identité collective, le manque d'une plate-forme politique commune entre les partis avait retardé la revendication pour l'accès à l'indépendance au cours de la période contemporaine.

Cependant, des développements politiques à la fin des années 1980 et 1990 (spécialement au cours de la longue durée du gouvernement Conservateur au Royaume Uni, alors que l'Ecosse était toujours resté à un large et majoritaire accroissement de MP non-Conservateurs) ont donné l'impulsion à une demande de décentralisation pour l'Ecosse. L'établissement de la

Ecosseis et il a enquêté sur l'identité nationale à l'époque d'un changement constitutionnel au Royaume-Uni, après la mise en œuvre d'un accord de décentralisation en Grande-Bretagne.

¹⁸ En Italie, par exemple, les médias et le public en général continuent à parler du Royaume-Uni en l'appelant *Inghilterra*. Ce fut aussi le cas en Espagne. Cependant le processus de décentralisation et la 'nationalisation' des symboles (drapeaux et hymnes nationaux) par les différentes équipes de sport nationales britanniques (football, golf ou rugby) se sont mieux manifestées comme distinctes aux yeux du public.

¹⁹ Ceci est basé sur l'analyse du *Third Scottish Social Attitudes Survey* (2001).

²⁰ Depuis la seconde guerre mondiale, la classe politique écossaise a tenté de défendre, d'une façon inertielle, un modèle politique territoriale qui n'existait pas dans la Catalogne post-franquiste et qui avait aussi fortement été influencé par la dialectique de concurrence partisane et de caractéristiques auto-centrée du monde politique anglo-britanniques. Alors, l'aboutissement d'une politique de gouvernement interne—ce qui concerne la majorité des Ecosseis—était alors toujours bien subordonné aux priorités de chaque parti politique (Moreno, 1986).

CSA (*Campaign for Scottish Assembly*) rassembla un large corps représentatif de partis et d'autres institutions de la société civile écossaise, qui ont proposé l'établissement d'une Convention Constitutionnelle Ecossaise (*Scottish Constitutional Convention*). Cette dernière publia son plan pour un Parlement écossais le 30 novembre 1990. Finalement le schéma de la décentralisation fut présenté par le nouveau gouvernement travailliste en 1997 et approuvé par un referendum le 11 septembre 1997²¹.

Les résultats du sondage System Three de 1986 sur le sentiment d'identité des Ecossais m'a permis de recueillir des informations sur des variables telles que l'âge, le genre, la classe, le lieu de résidence et le parti soutenu par les répondants. Les femmes (22%) ressentaient, mais dans une certaine mesure, un peu plus une 'identité égale' (catégorie 3, aussi bien écossais que britannique) que les hommes (16%). Comme c'était également le cas pour les plus jeunes interrogés, âgés de 18 à 24 ans (27% si l'on compare avec les 19% de l'échantillon total). Il y avait aussi un plus grand nombre de cet échantillon ressentant une identité écossaise exclusive (catégorie 1), vivant dans l'Est (44%) et le Nord (43%) plutôt que chez ceux vivant dans l'Ouest de l'Ecosse (33%). Il en est de même pour les individus s'identifiant à la classe sociale DE (47%); par contre, les classes aisées AB inclinaient davantage pour une appartenance à l'identité britannique ('identité d'État', ou catégories 4 + 5, était manifestée par 18% d'AB par comparaison aux 10% du total).

On aurait pu espérer une corrélation plus forte des réponses s'accordant avec les choix partisans. Certainement, 20% des votes conservateurs correspondaient à une 'identité d'État britannique' (catégories 4 + 5), mais, d'autre part, 56% des votes appartenaient aussi à des individus ressentant une 'identité régionale écossaise'. De plus le Parti Conservateur était alors très hostile à la décentralisation et à l'indépendance (Mitchell, 1990). Plus surprenant était le fait que moins de la moitié de la population examinée (45%) exprimaient son support pour le Parti National Ecossais (SNP) en tant qu'une 'entité écossaise exclusive' (catégorie 1).

Ces faits ont montré que la complexité n'était pas négligeable et le fait a été corroboré dans la période post-décentralisatrice par d'autres études mettant en relation le sentiment d'identité

²¹ Au cours de la création des ensembles des caractéristiques des CSA/SCC, une autre analyse exigée par ma thèse a montré le besoin de tenir un nouveau referendum sur la décentralisation. Au cours du Referendum de 1997, une bonne majorité des Ecossais (trois électeurs sur quatre) favorisait non seulement le schéma de décentralisation et la tenue d'un Parlement à Edinburgh, mais il apparaissait aussi que l'Assemblée législative écossaise pourrait avoir le pouvoir de lever certaines taxes, un fait approuvé par une majorité d'environ deux ou trois électeurs.

avec deux facteurs de forte impression d'appartenance écossaise: le support du SNP et pour une Ecosse indépendante (Brown et al., 1998; Bond, 2000; Curtice et al., 2001). Au cours de l'époque post-décentralisatrice, l'Ecosse avec une bonne minorité de supporters du SNP (environ 40%) n'a exprimé aucune revendication d'indépendance tandis que environ ¼ des votes Travailleurs ont été en faveur de l'indépendance au cours des dernières années (Bond et Rosie, 2002)²².

La signification politique dans la manière dont les Ecossais s'identifient apparaît beaucoup plus complexe qu'assumé au premier abord. Autre que la reconnaissance du haut niveau de légitimité démocratique de l'établissement des institutions écossaises dans l'architecture de l'État britannique, la 'double identité' écossaise et le fort sentiment d' 'écossité' traversent d'autres dimensions fonctionnelles de la vie sociale comme, par exemple, le genre, la classe, la religion avec des effets politiques variables.

En général, la tâche de mesurer et de décrire la notion d'identité nationale duale ou composée en regard d'autre phénomène politique, comme les préférences constitutionnelles ou la performance institutionnelle par les administrations décentralisées est loin d'être simple. Le caractère progressivement suranné du modèle hiérarchique et du caractère '*command et contrôle*' de l'État providence ont aussi modifié sa capacité d'engendrer une entraide sociale au travers des frontières nationales, limitant l'extension du concept dans lequel des citoyens ayant une identité nationale duale, pouvaient continuer à s'y identifier et donner tout leur accord aux deux dimensions 'État' et 'sous-État' en tant que membres politiques (McEwen, 2002). De la même manière, des perceptions citoyennes positives envers les actions des acteurs de l'État peuvent résulter d'un 'relâchement' de leur identité locale auto-assumée et un renforcement correspondant de leur conscience de membres d'une union nationale, et vice versa. L'importance croissante d'autres niveaux d' 'appartenance à un supra-État', tels que une rupture à propos du processus d'Européanisation ont aussi entraîné des impacts profonds sur la conciliation et le jeu interne des identités de divers citoyens ainsi que sur leurs implications politiques.

²² En Catalogne, un 'vote dual tactique' concernant les deux principaux groupes politiques (CiU nationaliste et PSC socialiste) aurait pu être déduit de l'analyse des résultats électoraux de la période 1977-1996. Un nombre relativement petit mais significatif parmi les électeurs exprimait un degré 'd'identité duale' et a semblé avoir voté différemment, selon la nature des élections (local/municipal, Parlement catalan ou Parlement espagnol) (Moreno et Arriba, 1996; Moreno, Arriba et Serrano, 1998).

Européanisation, localisme cosmopolite et auto-identification exclusive

La structure supra-nationale apportée par l'Union Européenne a renforcé les identités sub-statales. La question de voir des nations sans États conduire leurs propres affaires et développer leurs potentialités en-dehors d'un contrôle 'dirigiste' d'institutions d'un État central est un phénomène observable. Un rétrécissement des identités territoriales au double niveau de 'sub-État' et de 'super-nation' rend légitime une évolution de ce type. Dans l'Union Européenne, des identités territoriales sont assez bien 'pro-actives'. Il n'y a pas plus de mécanismes de réponse pour contrôler l'avalanche d'informations déclenchée par la révolution des télé-communications. Le renforcement des identités territoriales au niveau sub-étatique est profondément associée avec le matériel puissant et les référents symboliques du passé. Cependant, leurs manifestations ne trouvent pas refuge dans un localisme réactionnel. Elles émergent cependant comme des 'identités/projets' (caractérisées dans diverses instances par des attitudes pro-actives²³).

Les processus de trans-nationalisation du bas vers le haut et de décentralisation du haut vers le bas ont pris une extension considérable de type 'localisme cosmopolite européen' (Moreno, 1999). Ceci se reflète dans des intérêts de société à deux niveaux qui conduisent à un développement vers le sens de communauté locale et à une participation simultanée dans un contexte international. Il se produit donc un ajustement croissant entre le particulier et le général.

Le 'localisme cosmopolite européen' concerne certaines 'entités politiques de taille moyenne', avec ou sans la construction d'un État. Dans le 'Vieux Continent', on peut repérer cela dans des 'nations/États de taille moyenne' (Danemark ou Finlande), dans des nations sans État (Catalogne ou Ecosse), dans des régions (Bruxelles ou Venise) et dans des zones métropolitaines (Londres ou Berlin), qui sont bien équipées pour entraîner leurs propres politiques innovatrices dans une Europe plus intégrée. Les dernières citées, en particulier, semblent suivre un processus de 're-création' tel que les communautés politiques qui ont fleuri à l'époque précédant les découvertes du Nouveau Monde (cités-États en Italie, Ligue

²³ En accord avec Manuel Castells (1997) des 'identités projets' ne semblent pas être à l'origine de vieilles identités issues de vieilles sociétés civiles à l'ère Industrielle, mais semblent venir du développement de courants 'd'identités de résistance' devant l'avalanche internationale. Cet argument est plutôt circulaire au regard de sa dimension territoriale. Dans le cas des USA des identités spatiales sub-étatiques ne sont pas comparables avec le type d'identités collectives profondément enracinées dans l'Esprit du Peuple (*Volksgeist*) de diverses entités européennes.

hanséatique, principautés). Cependant, en opposition avec l'époque de la Renaissance, il existe maintenant un lien commun institutionnel inhérent au processus d'Européanisation. La Cour Européenne de Justice et les Accords de Schengen, aussi bien que la formation d'une politique commune représentée par la circulation de l'Euro, les critères macro-économiques de Maastricht ou des programmes préconisés par des idées de l'OMC (Méthode Ouverte de Co-ordination), tout cela peut être considéré comme des pas en avant fermement dirigés vers la véritable idée d'une trans-nationalisation européenne. En parallèle, le principe de subsidiarité prévaut dans des décisions devant être prises uniquement au niveau trans-national, dans les cas où les niveaux du local, du régional ou du national ne peuvent avancer davantage. En d'autres mots, l'endroit préféré pour la prise de décisions est l'endroit restreint des cités, et est aussi local que possible. Des élites d'un État politique regardant vers le processus futur de l'institutionnalisation européenne, ont souvent interprété le principe de subsidiarité comme un 'garde-fou' destiné à préserver la souveraineté nationale traditionnelle et, par conséquent, les pouvoirs pour intervenir au niveau central.

Dans ce processus d'Européanisation, comment des identités sub-étatiques peuvent-elles interagir dans la même société? Est-il possible que deux types d'identités sub-étatiques puissent s'intégrer dans une entité plus large que l'État tout en maintenant une possible relation d'incompatibilité? Si c'était le cas, par exemple le cas Basque/Espagnol, le cas Corse/Français, le cas Flandres/Belgique, le cas Padanie/Italie ou le cas Ecosse/Grande Bretagne, si c'était le cas que des formes exclusives d'auto-identification voulaient se comporter ainsi dans le concept européen? Ces questions ne peuvent être écartées simplement comme un cas à part d'un oxymoron politique. De multiples identités sont négociées dans leur propre contexte et suivent un processus constant d'adaptation aux scénarios de changement politique présentés, dans divers cas par des partis politiques²⁴. Un élément crucial à analyser est le cas du désengagement en faveur d'une seule identité territoriale. Cela correspondrait à une situation d'attachement croissant à une dimension identitaire bien

²⁴ Tous les partis nationalistes ne se sont pas positionnés contre la Constitution Européenne, comme cela semblerait être le cas en Espagne du parti catalan *Esquerra Republicana de Catalunya* ou du parti basque *Eusko Alkartasuna*. Ce dernier a existé dans le Gouvernement basque en coalition avec – et il a été créé à l'origine comme un parti voulant la séparation—le *Partido Nacionalista Vasco* ayant activement supporté l'Union Européenne dans le Pays basque, en même temps qu'il formait la coalition nationaliste '*Convergencia i Unio*' en Catalogne. Au début de 2005, les Travaillistes et les Libéraux Démocrates se positionnaient en faveur du texte de la constitution européenne en Ecosse. Le SNP, généralement favorable à l'Union Européenne soutenait, en principe, la Constitution de l'UE, mais, en pratique, son opposition était liée avec l'opposition envers une Politique de Pêche Commune. Des Conservateurs, divers défenseurs de l'Union Britannique. Rejoignant l'EEC en 1973, était hostile à la Constitution Européenne en Ecosse et dans le reste du Royaume-Uni.

différente. On a avancé l'argument que les identités Anglo/britanniques peuvent exister conceptuellement en opposition à/et en exclusion de l'Union Européenne (Schlesinger, 1997). En Ecosse, l'identité européenne—et l'attitude plus positive envers le processus d'europanisation—a été souligné par contraste avec celui de 'sud de la limite'. Quelles sont les implications politiques et institutionnelles concernant les conflits d'identité se développant chez des citoyens à identité composée? Ceci demeure une zone de recherche pour les sociologues avec un grand potentiel en ce qui concerne leur ouverture d'esprit pour comprendre mieux l'évolution politique des Européens et le développement institutionnel de l'Union Européenne dans le futur.

Remarques de conclusion

Au cours des vingt dernières années un nombre considérable d'études se sont focalisées sur l'accommodement politique de nations sans État dans les pays de l'OECD. Avant les événements de 1970, qui ont amené certains auteurs à faire des théories sur le 'break-up' des États multinationaux (Nairn, 1977), les identités et les territoires politiques avaient reçu, comparativement, moins d'attention que des analyses fonctionnelles de plusieurs sociétés développées²⁵. Jusqu'en 1980, la plupart des recherches s'étaient concentrées sur l'étude des conflits orientés en fonction des classes sociales, des conflits au sein de groupes d'intérêts, ou à propos d'arrangements corporatistes institutionnels; ces conflits occupaient quelques zones, si ce n'est pas la plupart des zones d'intérêts des études.

Vers le milieu des années 1980, des sondages ont été effectués utilisant une échelle en cinq catégories afin de mesurer l'auto-identification duale chez des citoyens appartenant à des nations minoritaires (ce que l'on a alors appelé la 'question Moreno'). L'idée constante derrière l'utilisation d'une telle échelle était de pouvoir montrer une évidence empirique des appels à la légitimation de l'installation d'institutions politiques démocratiques à un niveau intermédiaire. Des législatures régionales et des gouvernements se sont établis au cours des années 1980, en Espagne, et, à la fin des années 1990, au Royaume-Uni. De tels processus de

²⁵ Stein Rokkan était, en effet, un précurseur et un pionnier de l'étude des dimensions spatiales et politiques dans son ambitieux projet de rendre systématique 'le modèle de l'Europe' (Flora et al., 1999). Plusieurs des expressions conceptuelles employées par Rokkan ont, par conséquence, rejoint des termes ou généralisé leur usage au sein de l'académie internationale de sciences sociales (construction de frontières, rapport centre/périphérie, ou structures de clivage). Son travail a aussi été le sujet de pas mal de critiques par rapport à son exercice de réunir des objectifs complexes et dynamiques ou d'étudier une carte de géographie à la fois typologique et topologique en Europe.

décentralisation des pouvoirs a non seulement préservé des identités de niveau intermédiaire mais a aussi projeté les aspirations politiques de ces communautés ‘sub-étatiques’, qui ont donné priorité aux domaines culturel, éducatif, linguistique et des médias. Ces gouvernements d’ordre interne ont été vraiment actifs pour la promotion de la production et de la re-production de leurs propres identités territoriales.

Il faut relever particulièrement dans l’étude des identités territoriales, l’existence de son futur développement institutionnel ou de ce que l’on appelle les ‘régions partenaires’ dans l’Union Européenne²⁶. La conciliation des différents niveaux d’identité et les attentes politiques des citoyens seront des facteurs déterminants pour la construction d’une ‘Communauté européenne de confiance’. Ceci peut être envisagé comme un système de gouvernement à différents étages où la décentralisation, la subsidiarité et la fiabilité deviennent les piliers d’une démocratie et d’une co-existence pacifique de peuples au long passé préexistant de cultures, d’histoire et de traditions.

Références bibliographiques

Anderson, Benedict (1983), *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso.

Banton, Michael (1983), *Racial and Ethnic Competition*, Cambridge, Cambridge University Press.

Barth, Fredrik (ed.) (1969), *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Cultural Difference*, Boston, Little, Brown & Co.

Bond, Ross (2000), ‘Squaring the Circles: Demonstrating and Explaining the Political “Non-Alignment” of Scottish National Identity’, *Scottish Affairs*, no. 32, pp. 15-35.

Bond, Ross et Rosie, Michael (2002), ‘National Identities in Post-Devolution Scotland’, Edimbourg, Institute of Governance. Online paper (www.institute-of-governance.org).

²⁶ En 2002, près de la moitié des régions des Etats européens (EU-15) étaient ‘régions partenaires’, ou régions disposant de pouvoirs législatifs. Avec l’élargissement de l’Union à l’Europe des 25, un nombre considérable de petites nations ont gagné un statut d’États membres à part entière, ceci en contraste avec de grandes régions ‘sub-statales’ et de nations sans pouvoirs ‘souverains’ (McEwen et Moreno, 2005).

Brand, Jack (1978), *The national movement in Scotland*, Londres, Routledge & Kegan Paul.

Brass, Paul R. (1991), *Ethnicity and Nationalism. Theory and Comparison*, Delhi, Sage.

Brown, Alice, McCrone, David et Paterson Lindsay (1998), *Politics and Society in Scotland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Brubaker, Rogers (1996), *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.

Castells, Manuel (1997) *The Information Age: Economy, Society and Culture. Volume II: The Power of Identity*, Oxford, Blackwell.

Clarke, Martin G. et Drucker, Henry M. (eds.), *Our Changing Scotland. A Yearbook of Scottish Government 1976-77*, Edimbourg, EUSPB.

Cohen, Anthony P. (1992), *The Symbolic Construction of Community* (1ere ed.: 1985), Londres, Routledge.

Connor, Walker (1984), *The National Question in Marxist-Leninist Theory and Strategy*, Princeton, N.J., Princeton University Press.

--(1994), *Ethnonationalism. The Quest for Understanding*, Princeton, N.J., Princeton University Press.

Conversi, Daniele (1997), *The Basques, The Catalans and Spain. Alternative Routes to Nationalist Mobilisation*, Londres, C. Hurst & Co.

--(ed.) (2002), *Ethnonationalism in the Contemporary World. Walker Connor and the Study of Nationalism*, Londres, Routledge.

Curtice, John; McCrone, David; Park, Alison et Paterson, Lindsay (2002), *New Scotland, New Society? Are Social and Political Ties Fragmenting?* Edimbourg, Polygon.

de Riquer, Borja et Ucelay-Da Cal, Enric (1994), 'An Analysis of Nationalisms in Spain: A Proposal for an Integrated Historical Model', Beramendi, Justo G; Máiz, Ramón et Núñez Seixas, Xosé-Manoel (eds.), *Nationalism in Europe. Past and Present*, vol. II, pp. 275-301, Saint Jacques de Compostelle, Universidade de Santiago de Compostela.

Deutsch, Karl (1966), *Nationalism and Social Communication* (2eme ed.), New York, M.I.T. Press.

Drucker, Henry M. (1978), *Breakaway. The Scottish Labour Party*, Edimbourg, EUSPB.

--(1979), *Doctrine and Ethos in the Labour Party*, Londres, George Allen & Unwin.

--(ed.) (1982), *John P. Mackintosh on Scotland*, Londres, Longman.

Drucker, Henry M. et Brown, Gordon J. (1980), *The Politics of Nationalism and Devolution*, Londres, Longman.

Drucker, Henry M. et Clarke, Martin G. (eds.), (1978), *The Scottish Government Yearbook*, Edimbourg, Paul Harris.

Drucker, Henry M et Drucker, Nancy L. (eds.), *The Scottish Government Yearbook (1978-1982)*, Edimbourg, Paul Harris.

Drucker, Henry M.; Dunleavy, Patrick; Gamble, Andrew; et Peele, Gillian (eds.) (1983), *Developments in British Politics*, Londres, Macmillan.

Drucker, Henry M et Drucker, Nancy L. (eds), *The Scottish Government Yearbook 1978-1982*, Edimbourg, Paul Harris.

Flora, Peter; Kuhnle, Stein et Urwin, Derek (eds.) (1999) *State Formation, Nation-Building and Mass Politics in Europe. The Theory of Stein Rokkan*, Oxford, Oxford University Press.

Gagnon, Alain-G. (ed.) (2004), *Quebec: State and Society* (3eme ed.), Peterborough, ON., Broadview Press.

Gagnon, Alain-G. et Tully, James (eds.) (2001), *Multinational Democracies*, Cambridge, Cambridge University Press.

García Ferrando, Manuel (1982), *Regionalismo y Autonomías en España, 1976-79*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.

Gellner, Ernest (1983), *Nations and Nationalism*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press.

Giner, Salvador (1980), *The Social Structure of Catalonia*, The Anglo-Catalan Society Occasional Publications, University of Sheffield.

--(1984), "Ethnic Nationalism, Centre and Periphery in Spain", in Abel, Christopher et Torrents, Nissa (eds.), *Spain: Conditional Democracy*, pp. 78-99, Londres, Croom Helm.

Giner, Salvador et Luis Moreno (1990), 'Centro y periferia: La dimensión étnica de la sociedad española', in Giner, Salvador (ed.), *España. Sociedad y Política*, pp.169-197, Madrid, Espasa-Calpe.

Glazer, Nathan et Moynihan, Daniel P. (1963), *Beyond the Melting Pot: The Negroes, Puerto Ricans, Jews, Italians, and Irish of New York City*, Cambridge, MA, M.I.T & Harvard University Press.

Greenfeld, Liah (1992), *Nationalism. Five Roads to Modernity*, Cambridge, MASS., Harvard University Press.

Guibernau, Montserrat (1999), *Nations without States*, Cambridge, Polity Press.

Hernández, Francesc et Mercadé, Francesc (eds.) (1985), *Estructuras sociales y cuestión nacional en España*, Barcelona, Ariel.

Hobsbawm, Eric (1990), *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth and Reality*, Cambridge, Cambridge University Press.

Hobsbawm, Eric et Ranger, Terence (eds.) (1983), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press

Horowitz, Donald (1985), *Ethnic Groups in Conflict*, Berkeley, CA., University of California Press.

Hroch, Miroslav (1985), *Social Preconditions and National Revival in Europe. A Comparative Analysis of the Social Composition of Patriotic Groups among the Smaller European Nations*, Cambridge, Cambridge University Press.

Jiménez Blanco, José; López-Aranguren, Eduardo et Miguel Beltrán (1977), *La conciencia regional en España*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.

Keating, Michael (1996), *Nations Against the State: The New Politics of Nationalism in Quebec, Catalonia and Scotland*, Londres, Macmillan.

--(1998) *The New Regionalism in Western Europe. Territorial Restructuring and Political Change*, Cheltenham, Edward Elgar.

-- (2001), *Plurinational Democracy: Stateless Nations in a Post-sovereignty Era*, Oxford, Oxford University Press.

Keating, Michael et Midwinter, Arthur (1983), *The Government of Scotland*, Edimbourg, Mainstream.

Kellas, James (1973), *The Scottish Political System*, Londres, Cambridge University Press.

--(1991), *The Politics of Nationalism and Ethnicity*, Basingstoke, Mcmillan.

Lecours, André (2000), 'Ethnonationalism in the West: A Theoretical Exploration', *Nationalism and Ethnic Politics*, vol.6, no.1, pp. 103-124.

Linz, Juan José (1973), 'Early State-Building and the Late Peripheral Nationalisms against the State: the case of Spain', in Eisenstadt, Samuel et Rokkan, Stein (eds.), *Building States and Nations: Models, Analyses and Data across Three Worlds*, , pp. 32-116, Beverly Hills, CA., Sage.

--(1975), 'Politics in a Multi-Lingual Society with a Dominant World Language: The Case of Spain', in Savard, Jean-Guy et Vigneault, Richard (eds.), *Les États Multilingues, Problemes et Solutions*, pp. 367-444, Québec, Presses de l'Université Laval.

--(1986), *Conflicto en Euskadi*, Madrid, Espasa-Calpe.

--(1997), 'Democracy, Multinationalism and Federalism', Working Paper 1997/103, Madrid, CEACS-Instituto Juan March.

Llobera, Josep R. (1994), *The God of Modernity. The Development of Nationalism in Western Europe*, Oxford, Berg.

López-Aranguren, Eduardo (1983), *La Conciencia Regional Española en el Proceso Autonómico Español*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.

Loughlin, John (avec la collaboration de Aja, Eliseo; Bullmann, Udo; Hendriks, Frank; Lidström, Anders et Seiler, Daniel L.) (2001), *Subnational Democracy in the European Union: Challenges and Opportunities*, Oxford, Oxford University Press.

McCrone, David (1992), *Understanding Scotland. The Sociology of Stateless Nation*, Londres, Routledge.

--(1998), *The Sociology of Nationalism. Tomorrow's Ancestors*, Londres, Routledge.

McEwen, Nicola (2002), 'State welfare and the impact of welfare retrenchment on the constitutional debate in Scotland', *Regional and Federal Studies*, vol. 12, no. 1, pp. 66-90.

McEwen, Nicola et Moreno, Luis (eds.) (2005), *The Territorial Politics of Welfare*, Londres, Routledge.

Mackintosh, John. P. (1962), *The British Cabinet*, Londres, Stevens.

--(1968), *The Devolution of Power*, Londres, Chatto & Windus-Charles Knight.

--(1970), *The Government and Politics of Britain*, Londres, Hutchinson.

McGarry, John et O'Leary, Brendan (eds.) (1993), *The Politics of Ethnic Conflict Regulation*, Londres, Routledge.

Martínez-Herrera, Enric (2002), 'From nation-building to building identification with political communities: consequences of political decentralisation in Spain, the Basque Country, Catalonia and Galicia, 1978-2001', *European Journal of Political Research*, no. 41, pp. 421-453.

Mitchell, James (1990), *Conservatives and the Union: A Study of Conservative Party Attitudes to Scotland*, Edimbourg, Edinburgh University Press.

Moreno, Luis (1986), *Decentralization in Britain and Spain: The cases of Scotland and Catalonia*, Ph.D. thesis, University of Edinburgh, Edimbourg, National Library of Scotland.

--(1988), 'Scotland and Catalonia: The Path to Home Rule', in McCrone, David et Brown, Alice (eds.), *The Scottish Government Yearbook*, pp. 166-181, Edimbourg, Unit for the Study of Government in Scotland.

--(1995), 'Multiple Ethnoterritorial Concurrence in Spain', *Nationalism & Ethnic Politics*, vol. 1, no. 1, pp. 11-32.

--(1999), 'Local and Global: Mesogovernments and Territorial identities', *Nationalism & Ethnic Politics*, vol. 5, nos. 3/4, pp. 61-75.

--(2001), *The Federalization of Spain*, Londres, Frank Cass.

--(2005), 'Multiple identities and global meso-communities', in Lachapelle, Guy et Paquin, Stéphane (eds.), *Mastering Globalization. New Sub-States' Governance and Strategies*, pp. 127-140, Londres, Routledge.

Moreno, Luis et Ana Arriba, (1996), 'Dual Identity in Autonomous Catalonia', *Scottish Affairs*, no. 17, pp. 78-97.

Moreno, Luis; Arriba, Ana et Serrano, Araceli (1998), 'Multiple Identities in Decentralised Spain: The Case of Catalonia', *Regional and Federal Studies*, vol, 8, no. 3, pp. 65-88.

Nairn, Tom (1977), *The Break-Up of Britain*, Londres, New Left Books.

Paterson, Lindsay (1994), *The Autonomy of Modern Scotland*, Edimbourg, Edinburgh University Press.

Paterson, Lindsay; Brown, Alice; Curtis, John; Hinds, Kerstin; McCrone, David; Park, Alison; Sproston, Kerry et Surridge, Paula (2001), *New Scotland, New Politics?* Edimbourg, Edinburgh University Press.

Peleg, Ilan (2004), 'Transforming Ethnic Orders to Pluralist Regimes: Theoretical, Comparative and Historical Analysis', in Guelke, Adrian (ed.), *Democracy and Ethnic Conflict. Advancing Peace in Deeply Divided Societies*, pp. 7-25, Basingstoke, Palgrave Mcmillan.

Popper, Karl (1976), 'The Logic of the Social Sciences', in Adorno, Thomas; Dahrendorf, Ralf; Pilot, Harald; Albert, Hans; Habermas, Jürgen et Popper, Karl *The Positivist Dispute in German Sociology*, (trans. Glyn Adey et David Frisby), pp. 87-104, Londres, Heineman.

Rokkan, S. et Urwin, D. (1983) *Economy, Territory, Identity. Politics of West European Peripheries*, Londres, Sage.

Rudolph, Jr., Joseph R. et Thompson, Robert J. (1992), *Ethnoterritorial Politics, Policy, and the Western World*, Boulder, CO., Lynne Rienner.

Safran, William (1987), 'Ethnic Mobilization, Modernization, and Ideology: Jacobinism, Marxism, Organicism and Functionalism', *The Journal of Ethnic Studies*, vol. 15, no. 1, pp. 1-31.

Schlesinger, Philip (1997), 'From Cultural Defence to Political Culture: Media, Politics and Collective Identity in the European Union', *Media Culture and Society*, vol. 19, pp. 369-391.

Smith, Anthony D. (1971), *Theories of Nationalism*, Londres, Duckworth.

--(1991), *National Identity*, Londres, Penguin.

Third Scottish Social Attitudes Survey, 2001 [computer file]. Colchester, Essex, UK Data Archive [distributor], February 2004. SN: 4804. Copyright: National Centre for Social Research.